



MOSCOU

ORGANE DU 3^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N° 8. Jeudi 2 Juin 1921

Direction: Dénéjny 5, ch. 18.
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. -77-77 et Kremlin 151.

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaïa 48.
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 5-48-10 et 3-79-05.

LA CONFÉRENCE DES FEMMES COMMUNISTES ET LA TROISIÈME INTERNATIONALE.

Le but premier du troisième Congrès de l'Internationale Communiste doit être d'unir et de rassembler sous le drapeau rouge du communisme les larges masses prolétariennes de toutes les nations et de tous les pays, et d'élaborer les lignes directives qui peuvent hâter l'inévitable révolution sociale.

Mais ce but ne peut être atteint sans l'aide et le soutien actif de ces millions de femmes que le capitalisme a asservies, affamées, et courbées sous l'oppression. Le premier Congrès de l'Internationale Communiste, tenu à Moscou en mars 1919 avait déjà montré le devoir qui s'impose à tous les partis communistes de propager énergiquement parmi les masses féminines prolétariennes les grands principes libérateurs de la III^e Internationale. Ce Congrès avait proclamé que la dictature du prolétariat et l'édification du nouvel Etat ouvrier ne peuvent être réalisées sans l'aide effective des ouvrières, sans leur énergique collaboration pendant la guerre civile.

Lors du deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, en Juillet 1920, le Comité Exécutif de l'Internationale convoqua une conférence spéciale des femmes communistes. Cette conférence a fixé des principes nets, dont il faut que les ouvrières s'inspirent pour arriver à conquérir leur indépendance, qui n'est qu'une étape ou qu'un chapitre spécial de la grande lutte pour l'affranchissement de la classe ouvrière.

Les thèses élaborées par la conférence des femmes communistes ont été depuis lors confirmées par le Comité Exécutif de l'Internationale. Mais, bien qu'une année entière se soit déjà passée depuis que les principes et les méthodes d'action ont été ainsi indiqués, la plupart des partis communistes n'ont pas encore mis en pratique ces règles obligatoires. Sauf en Allemagne et en Autriche, où la propagande communiste fait des progrès rapides parmi les femmes, les divers partis communistes n'ont pas encore créé d'organisation spéciale, de comités ou de sections féminines, pour mener la propagande parmi les larges masses des ouvrières et pour réveiller parmi elles la conscience de classe qui leur manque.

Du temps de la Seconde Internationale, la proportion des femmes vivant du travail de leurs mains, bien que croissant rapidement, était cependant très faible. A l'heure actuelle, et surtout depuis la guerre, il en est autrement. Pendant la guerre, 8 à 10 millions de femmes en plus de celles qui travaillaient déjà, sont entrées dans les entreprises industrielles d'Europe et d'Amérique. Elles ont eu à supporter toutes les souffrances de la guerre, et actuellement ces ouvrières, qui forment une masse de plus de 70 millions, fournissent dans tous les pays capitalistes un large contingent à la foule des sans-travail. Plus que jamais les femmes sont des victimes, plus que jamais la haine contre le régime actuel doit être vivace en elles, car elles souffrent doublement pour elles-mêmes et pour leurs enfants. Peu à peu, chaque jour davantage, les femmes prennent conscience de leurs intérêts de classe. Elles commencent à revendiquer une part active à toutes les grandes luttes économiques qui se livrent en Angleterre, en Allemagne, en Amérique et dans tous les Etats bourgeois. L'Internationale Communiste commettrait une faute énorme si elle ne tirait aucun profit de cette force colossale qui s'éveille aujourd'hui, la force de millions d'ouvrières, mécontentes, lésées, pleines de ressentiment et de haine contre la double servitude qui leur est imposée, par l'exploitation capitaliste d'abord, par les traditions et les préjugés désuets du régime bourgeois ensuite. La question de l'enrôlement des ouvrières dans les rangs de la guerre sociale internationale entre dans une phase nouvelle. A l'époque de la II^e Internationale, la lutte pour l'affranchissement du prolétariat féminin n'était qu'un principe dénué de réalité, un but que les femmes s'efforçaient d'atteindre par elles-mêmes et dont l'Internationale s'occupait fort peu, une question qui n'était débattue que légèrement, d'un point de vue théorique plutôt que pratique, au sein des partis socialistes.

Maintenant il n'en est plus de même. Les femmes du prolétariat, auxquelles le désarroi du système de production capitaliste fait endurer d'aussi terribles souffrances, ne peuvent s'affranchir que par une révolution sociale aboutissant à la dictature du prolétariat et à l'établissement universel de républiques soviétistes.

C'est là une vérité dont chaque ouvrière doit se rendre compte. Chacune doit être prête à entrer dans la lutte côte à côte avec les prolétaires hommes. Chacune doit être mise en état de comprendre que seul le parti communiste peut l'aider à sortir de l'enfer qu'est aujourd'hui pour elle l'existence. Il faut que chacune se retourne catégoriquement contre les leaders de la II^e Internationale et apprenne à lutter sans merci contre les éléments opportunistes qui peuvent se rencontrer dans l'organisation dont elle fait partie et qui agitent en faveur d'une Internationale deux et demie.

Qu'est-ce que l'Internationale deux et demie?—Un système de compromission imaginé par les partis socialistes qui sont les serviteurs conscients ou inconscients du régime bourgeois. Est-ce que de semblables compromissions avec l'ancien régime peuvent hâter la révolution sociale et l'émancipation de la femme qui doit en résulter?—Non, elles ne le peuvent pas.

Toute collaboration avec les femmes de la classe bourgeoise ou bien avec des partis n'appartenant pas à l'Internationale Communiste, ne peut au contraire que retarder le jour de la lutte finale. Que les ouvrières se le disent bien. Le devoir pressant de l'Internationale Communiste consiste à répandre son influence à travers tout l'univers afin de grouper le prolétariat exploité en un ensemble unique, sans différence de sexe, de race ni de nationalité, afin de le rassembler sous un même drapeau rouge, afin de lui montrer la voie qui conduit à la dictature universelle du prolétariat.

En même temps que le Congrès de la III^e Internationale, aura lieu à Moscou la deuxième Conférence des femmes communistes. Cette Conférence n'a pas de buts propres. Elle n'est qu'une section particulière du congrès, aussi toutes les déléguées femmes sont-elles invitées à y prendre part. Elle a en vue non pas une action parallèle à celle de l'Internationale Communiste, mais un enrichissement des forces créatrices des partis communistes obtenu en élaborant des méthodes nouvelles de propagande parmi les femmes et en entraînant dans la lutte active les masses du prolétariat féminin.

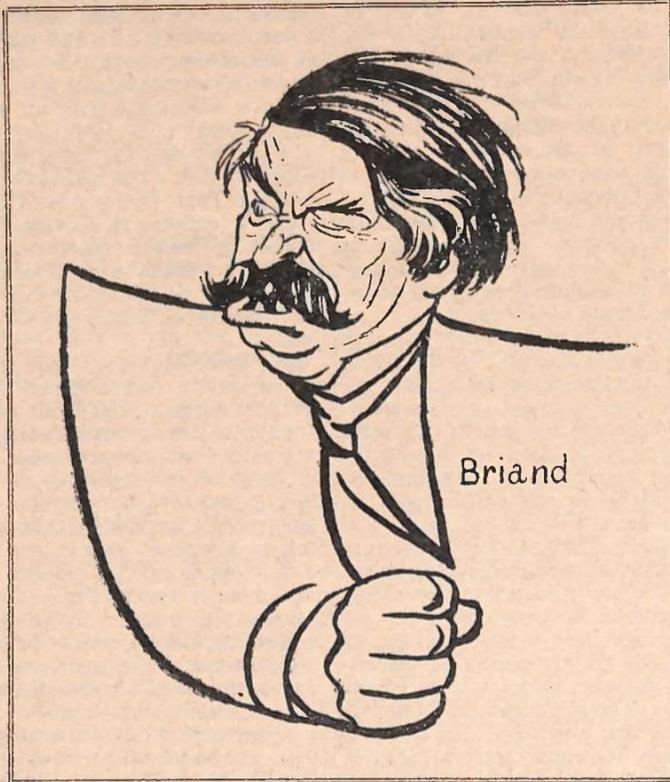
La conférence aura lieu quelques jours avant le congrès. Y assisteront tout spécialement les camarades qui mènent dans leurs pays respectifs la propagande parmi les femmes. Ils auront le droit de prendre part au Congrès de l'Internationale Communiste avec voix consultative. Toutes les femmes déléguées au Congrès de l'Internationale seront ipso facto considérées comme déléguées à la Conférence.

La principale question à débattre sera celle-ci: "Les méthodes et les principes de la propagande que les partis communistes doivent mener dans le prolétariat féminin".

Les résolutions adoptées par la Conférence seront soumises à la ratification du Congrès.

La Conférence devra souligner ce fait que nos adversaires, les partis socialistes, les leaders des syndicats jaunes, aussi bien que la bourgeoisie elle-même entreprennent en ce moment dans le monde entier une vaste campagne de propagande en leur faveur parmi les femmes. L'ouvrière est devenue l'objet de la sollicitude intéressée de tous les partis. La Société des Nations a convoqué à Washington un congrès féminin universel. La Ligue pour la paix et la liberté est en train d'organiser à Vienne un Congrès féminin international auquel sont invitées les femmes de tous les pays, sauf celles de la détestable Russie des Soviets!

L'Internationale Communiste doit faire face à ce nouveau danger. Si les femmes sont soumises à l'influence d'une agitation anticommuniste, tous les partis communistes doivent mobiliser leurs forces pour gagner définitivement à notre grande



La situation internationale et le III^e Congrès de l'Internationale Communiste.

III. La lutte contre les centristes.

Les neuf mois qui se sont écoulés depuis le deuxième congrès de l'Internationale Communiste ont été consacrés à la lutte contre les éléments centristes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Internationale. Les 21 conditions que l'Internationale Communiste avait élevées à la manière d'une barrière entre elle et les éléments opportunistes ont à la perfection joué leur rôle de frontières entre les communistes et les opportunistes déclarés. Les Hilferding, les Crispin, comme aussi les Longuet, qui étaient prêts à s'affilier à l'Internationale Communiste pourvu que cette affiliation n'entraînât pas pour eux l'obligation d'une politique révolutionnaire, pourvu que la possibilité leur fût réservée de continuer sous le drapeau du communisme leur politique d'hésitations entre révolution et contre-révolution, tous ces messieurs comprirent que ce jeu leur était devenu impossible et que s'ils entraient dans les rangs de l'Internationale Communiste, ils seraient, de par les 21 conditions, obligés de mener une politique révolutionnaire. Plus étroitement liés à la bourgeoisie qu'aux militants révolutionnaires, ils allèrent à une rupture avec ceux-ci et prirent ouvertement parti pour la contre-révolution. Après le rôle que ces éléments jouèrent dès cet instant, après l'appui fourni à la contre-révolution pendant les journées de mars par les Indépendants, après que les Indépendants allemands et les longuétistes se sont prononcés en faveur de la contre-révolution de Cronstadt,—aucun malentendu n'est plus possible à leur sujet au sein du prolétariat révolutionnaire. Toutes leurs "reconnaisances" de la dictature du prolétariat et du système des Soviets se sont révélées comme des duperies effrontées. Se plaçant sur le terrain de l'Internationale

cause les masses les plus larges possible du prolétariat féminin.

Il faut que les ouvrières se rendent bien compte que leur seul libérateur est le communisme.

La seule façon d'arriver au communisme est indiquée par la III^e Internationale. Etre contre l'Internationale Communiste, c'est être contre l'émancipation des femmes.

Des organisations sans méthode et sans lien n'aboutiront à rien. Dans chaque parti, il faut constituer un organe spécialement chargé de la propagande parmi les femmes. Telle est la tâche qui est aujourd'hui inscrite à l'ordre du jour de la conférence. Le but final à poursuivre est toujours le même: hâter le triomphe du communisme sur tous les fronts, occidentaux, ou orientaux, de la guerre sociale universelle.

A. KOLLONTAI.

Jaune d'Amsterdam, ils cherchèrent, d'accord avec les réformistes, à protéger cette dernière citadelle de la bourgeoisie que sont les syndicats réformistes contre les ouvriers révolutionnaires. En face de la grande crise mondiale qui trouve son expression dans la dévastation du monde par les luttes intestines qui se déroulent entre différents groupements capitalistes, ils se placent sur le terrain de la bourgeoisie libérale et cherchent, avec les derniers mohicans du cobdénisme, à trouver un pont qui leur permette de se rapprocher de la bourgeoisie. Ce n'est pas la révolution mondiale qu'ils recherchent: c'est au contraire une conciliation avec la bourgeoisie, c'est-à-dire la seule condition qui puisse permettre à la contre-révolution de vaincre, qui fait l'objet de leurs soucis. L'Internationale 2^{1/2} qu'ils ont éditée, mélange insipide et débile de „si et de mais“, montre qu'elle est la forme où se moule la Confédération Internationale. „L'Internationale est une question de patience“, déclarait l'un des chefs de cette compagnie internationale de pénitents. Oui, c'est bien vrai. L'Internationale 2^{1/2} est une question de patience: tant qu'il y aura encore dans le prolétariat des éléments assez patients pour supporter sans rien dire le joug du capitalisme, cette Internationale pourra exister qui embrasse dans ses rangs dupeurs et dupés. Mais chaque pas en avant fait par le prolétariat sera pour cette Internationale un pas de plus vers l'abîme.

Mais en dehors de cette différenciation d'avec les opportunistes, l'Internationale Communiste avait encore à combattre le manque de foi en la révolution, l'esprit d'incertitude, l'esprit de fléchissement devant le combat; cette lutte n'était pas près d'être terminée. A la tête des masses révolutionnaires qui s'étaient jointes au cours des deux dernières années à l'Internationale Communiste, se trouvaient dans plus d'un pays des camarades qui personnellement étaient sûrs d'être d'excellents révolutionnaires et qui semblaient être en effet tant que le communisme restait une affaire de propagande et d'agitation et non pas d'action révolutionnaire directe; quand ce changement survint, ils se muèrent en opportunistes. Là où la situation s'exacerbait à tel point que les partis communistes se trouvèrent en présence de la nécessité d'une lutte en armes contre le gouvernement bourgeois, là où les partis, accrus considérablement, ne pouvaient plus se contenter de marcher au trot languissant de la propagande, là où ils furent contraints de prendre l'initiative en mains pour commencer le combat, là on vit tout à coup les yeux des pseudo-révolutionnaires jusqu'alors inconscients de leur opportunisme s'ouvrir, et leur opportunisme se faire jour ouvertement. En Italie le groupe de Serrati se révèle opportuniste et comme il n'a pas envie d'affronter le combat avec la réaction qui s'enhardit, il n'est naturellement pas

porté à chasser du parti les réformistes, ces proxénètes de la bourgeoisie, ni à donner un coup de gouvernail énergique vers la gauche pour diriger le navire du Parti dans le sillage de la lutte révolutionnaire. A Livourne Serrati se sépare de 60.000 communistes pour n'avoir pas à se séparer de 14.000 opportunistes. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste déclare clair et net aux serratistes: il n'y a pas de place dans les rangs de l'Internationale pour ceux qui ne veulent pas se séparer des réformistes. Il préfère se séparer pour un temps des ouvriers révolutionnaires dont la conscience n'est pas au niveau de leur connaissance du communisme. Car il sait pertinemment que ces mêmes ouvriers reviendront d'autant plus aisément au camp du communisme que l'Internationale Communiste condamnera plus impitoyablement le jeu centriste qui se cache sous le masque du communisme et que le Parti Communiste italien montrera clairement aux masses par l'exemple de sa propre politique révolutionnaire la différence qui existe entre le communisme véritable et le communisme dont se camoufle la politique centriste.

La crise italienne et la décision avec laquelle le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a montré qu'il n'entendait pas jouer avec les principes communistes, effarouche les esprits opportunistes qui subsistent dans les comités directeurs des autres partis communistes. Ils se sentent de la sympathie pour la politique de Serrati et ils ont peur que, comme en Italie, l'Internationale Communiste ne veuille introduire dans les autres pays une politique révolutionnaire. Même dans les partis où la scission avec les centristes a déjà été consommée et où par conséquent les exclusions ne paraissent plus s'imposer, même là les opportunistes ne sentent menacés. Car ils comprennent très bien qu'il ne s'agit plus de l'exclusion des opportunistes déclarés, mais qu'il s'agit d'une action et d'une agitation véritablement révolutionnaires à laquelle il faut que les partis communistes se résolvent. Dans le Parti Communiste Allemand se groupent autour de Paul Lévi un certain nombre de parlementaires indépendants de gauche et de leaders syndicalistes, formant une opposition contre le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, sur le terrain de la question italienne. Ce groupe entame la lutte avec pour mot d'ordre ceci: „L'Internationale Communiste s'est engagée dans la voie de la formation de sectes et non de partis de masses; car elle ne s'occupe pas d'une „éducation“ patiente des masses et refuse de reconnaître les Serrati et Turatti, que les masses, elles, manquant d'„éducation“, reconnaissent pour chefs; comment ne craint-elle pas de perdre ainsi l'appui des masses?“ Peu de semaines après, ce même groupe, se trouvant en face d'un mouvement prolétarien de masses révolutionnaires au moment des journées de mars, devient à son tour une secte qui s'efforce de saboter la vivifiante action des masses, clamant à cors et à cris qu'il ne s'agit là que d'une „aventure“. Le porte-drapeau de ce groupe, Lévi, commet une véritable

trahison, il passe à l'ennemi, il dénonce à la police ebertiste les membres de l'Exécutif et l'Exécutif lui-même, comme les fomenteurs et les excitateurs étrangers du mouvement. Et bien que le parti se fût prononcé à l'unanimité contre ces renégats et, les prenant au collet, les ait jetés à la porte de son organisation, un groupe opportuniste surgit parmi les chefs du parti, se solidarise avec les traîtres. Il perd tout contact avec les masses et montre de cette façon, mieux que par toute démonstration théorique, que ces „défenseurs des masses“ à l'intérieur du mouvement communiste ne sont que des charlatans. Ce groupe opportuniste se déclare l'avant-garde d'un parti des masses. Mais comme entre les scheidemanien et les crispipistes il n'y a pas de place en Allemagne pour un parti opportuniste ayant pour chef Lévi et s'appuyant sur les masses, ce groupe en sera réduit au rôle d'une petite secte opportuniste. Le Parti Communiste Unifié d'Allemagne a écrasé la rébellion de cette poignée de leaders opportunistes et ceux-ci arrivent maintenant devant l'alternative soit de se soumettre sans conditions à la volonté du Parti, soit de quitter le Parti.

En Tchéco-Slovaquie s'est produite une rénovation de la conscience des masses ouvrières encline jusqu'ici au nationalisme; la majorité des ouvriers social-démocrates s'est ralliée au communisme. Une partie des chefs de ces militants de la gauche, avec, à leur tête, l'ancien chef des social-démocrates opportunistes, Smeral, tâchèrent de s'opposer autant que possible à ce développement. Ce qui leur plaisait le plus dans le communisme, c'était apparemment la lenteur de sa progression. Le développement rapide du mouvement révolutionnaire, que nous autres communistes nous prenions pour point de départ d'une politique nette et précise, les Smeral et consorts en tiraient une politique hésitante, une politique qui revient à un arrêt complet du mouvement ouvrier. Quand nous leur disions qu'il ne faut pas quitter les rangs du parti social-démocrate tchèque tant que les concours des larges masses des ouvriers social-démocrates ne leur serait pas assuré, ils détournaient autant qu'il leur était possible la majorité des militants social-démocrates, qui s'étaient séparés de la social-démocratie, de la création d'un Parti Communiste. Comme nous leur avions dit de ne pas se précipiter dans l'action avant d'être sûrs de leurs forces, ils laissèrent sans direction la grève révolutionnaire d'un million de travailleurs qui avait surgi spontanément en décembre 1920; ils firent plus—ils la désorganisèrent. Et lorsque, malgré les grands sacrifices que cette grève avait exigés d'eux, leur communisme non seulement ne fut pas ébranlé, mais encore reçut une impulsion nouvelle, les étranges leaders communistes qu'ils ont là trouvèrent que le moment n'était pas encore venu pour former un parti centralisé communiste avec un programme net bien déterminé. La bourgeoisie tchéco-slovaque vit de l'exploitation non seulement des ouvriers tchèques mais aussi des ouvriers hongrois, slovaques et allemands. Néanmoins les Smeral s'opposent à la fusion

des prolétaires de toutes les nationalités représentées dans l'Etat Tchéco-Slovaque, craignant d'exciter le nationalisme bourgeois par un internationalisme prolétarien nettement exprimé. L'Internationale Communiste souhaitera avec joie la bienvenue aux 400.000 ouvriers tchéco-slovaques qui viennent de se joindre à elle. Mais elle leur dira tout net que l'affiliation à l'Internationale Communiste ne peut pas aller de pair avec la patiente conservation dans les rangs du Parti d'un Smeral et consorts.

Les Serrati, Lévi, Smeral, déclarent que l'Internationale Communiste a modifié sa tactique. L'Internationale Communiste leur répond: „Du gleichst dem Geist, den du begreifst, nicht mir!“ (tu es l'égal de l'Esprit que tu peux concevoir, mais non de moi!). L'Internationale Communiste est à présent comme auparavant pour la formation de partis appuyés sur les masses, autour de son drapeau. Elle ne se bornera pas à la propagande des idées communistes mais prendra une part active au combat des masses, même si ces masses ne sont pas encore tout à fait conscientes et leur combat pas tout à fait décisif. Son devoir est de combattre les imprécisions et non de les laisser se répandre, de vaincre les indécisions et non de les ériger en principe. L'Internationale Communiste mettra comme par le passé les petits groupes de communistes en garde contre des combats intempestifs dans lesquels ils ris-

quent de trouver leur perte. Mais elle dira à tous les partis prolétariens de quelque importance: ton devoir est de marcher à la tête des masses révolutionnaires. Ton devoir est de mener en avant les masses prolétariennes, en leur montrant l'exemple par l'action et de poursuivre une lutte à mort contre ceux qui sous le drapeau du communisme défendent une politique de stagnation et d'inertie. Un parti qui suivra cette voie saura seul grouper autour de lui les masses révolutionnaires. Car ces masses se servent des décisions du 2-me Congrès de l'Internationale Communiste comme d'une fanfare guerrière, comme d'un plan de campagne, et non pas comme d'un appoint de connaissances en vue d'une politique de tergiversation et d'hésitation. Ils se sont séparés d'avec les centristes car ils sont opposés à une politique d'inaction et d'atermoiements; s'ils l'ont fait, ce n'est pas pour poursuivre cette même politique sous un nouvel étendard. Les militants communistes sentent bien que la situation mondiale exige de nous une activité intense et ils comprennent qu'il nous est impossible d'intensifier notre action sans déblayer préalablement le chemin de tous les obstacles qui l'encombrent et particulièrement du plus encombrant d'entre eux qui est l'opportunisme, quel que soit le déguisement dont il puisse s'affubler.

K. RADEK.

A TRAVERS le PAYS SOVIETISTE.

— A Tsaritsyn, la Commission pour l'amélioration du sort des ouvriers organise des blanchisseries mécaniques et des établissements de bains. Tous les jardins publics et toutes les rues doivent être mis dans l'ordre le plus parfait. Des réservoirs d'eau bouillie sont installés dans tous les quartiers.

— A Ilik (Oural), tous les éléments non travailleurs ont été relégués dans les faubourgs et les locaux libres remis aux ouvriers.

— A Kostroma la Commission pour l'amélioration du sort des ouvriers a entrepris l'organisation d'ateliers de réparation de vêtements et de chaussures, en utilisant les petits artisans.

— Le Conseil Militaire Révolutionnaire du front ouest, pour venir en aide à la population ouvrière de Smolensk, a décidé de mettre pendant deux dimanches consécutifs toutes les automobiles et camions de l'état-major avec leur personnel à la disposition de la commission pour l'amélioration du sort des ouvriers, pour le transport du bois.

— A Sievsk une ancienne grande propriété a été changée en colonie d'enfants. Ces derniers s'y occupent tour à tour au travail et à l'étude.

— A Smolensk la section de prévoyance sociale prend des mesures énergiques en faveur des aveugles et des sourds-muets de la province. Une école professionnelle spéciale est ouverte pour eux.

— Dans la province de Kostroma, on signale un groupement original de communistes, dont tous les membres sont pères de familles, âgés de 40 à 50 ans, possèdent de la terre en commun et occupent des fonctions dans le Soviet.

— Les communistes de Novgorod ont fait une collecte de 118.000 roubles en faveur des mineurs anglais.

— A Koursk le soviét est composé de 90 députés, dont 60 communistes et 30 sans-parti.

— A Sébastopol l'activité du dépôt des chemins, de fer se développe brillamment. En mars il a été réparé 54 wagons, en avril 80, en mai 102.

— Le 22 mai, devant un énorme concours de paysans, a été inauguré la gare de Gorky sur la ligne Orcha-Vorojba.

— A Torjok une fabrique textile a dépassé de moitié de son rendement d'avant-guerre.

— A Odessa sont arrivés 300 enfants des mineurs de Donetz qui seront répartis dans les sanatoriums et les villas du littoral.

CONFERENCE PANRUSSSE DU PARTI COMMUNISTE.

Discours de Lénine sur l'impôt alimentaire.

Camarades,

Il m'est advenu de traiter de la question de l'impôt alimentaire dans une brochure, qui je suppose, est connue de la majorité des assistants. Plusieurs camarades, et particulièrement le camarade Ossinski, rapportent de leur voyage dans les provinces l'impression que la politique déterminée par l'impôt alimentaire reste, dans la plupart des cas, incomprise par les organismes locaux. Or, vu l'extrême importance de cette politique, sa discussion plus approfondie est apparue nécessaire à la conférence du parti; c'est pourquoi cette conférence a été convoquée avant le temps prévu.

Il m'échoit de vous donner une introduction concernant la signification générale de cette politique. Je voudrais me borner à compléter quelque peu ce que j'ai dit dans ma brochure. Je ne suis pas renseigné directement sur les défauts, les obscurités et les mécomptes que l'impôt alimentaire provoque sur place. Je serai sans doute amené à fournir quelques explications supplémentaires, lorsque les débats qui vont avoir lieu auront montré les points sur lesquels il convient d'attirer particulièrement l'attention des militants du parti en province.

Pour autant que je puis m'en rendre compte, les malentendus que l'impôt alimentaire et la nouvelle politique économique provoquent proviennent peut-être des exagérations de tel ou tel côté de la question. Mais de pareilles exagérations tant que la chose n'est pas réalisée pratique-

ment, sont inévitables. Il est très difficile, sinon impossible, de définir où sont les limites réelles de certaines particularités de la nouvelle politique. Je m'arrêterai seulement sur les contradictions qui ont provoqué le plus de malentendus.

On envisage souvent l'impôt alimentaire et les malentendus qu'il a fait naître comme un changement radical de notre politique. Il n'est pas étonnant qu'une telle interprétation trouve un écho enthousiaste dans la presse contre-révolutionnaire de l'étranger et surtout dans la presse menchévique et socialiste-révolutionnaire. Chez nous elle crée une conception anormale du changement intervenu et du caractère de notre nouvelle politique.

Pour la première fois dans l'histoire, nous sommes en présence d'un ordre social dans lequel la classe des exploités est détruite et dans lequel cependant persistent deux classes différentes, la classe ouvrière et la classe paysanne. Il est naturel que la prédominance de la classe paysanne se reflète dans notre politique économique et dans notre politique en général. Pour un grand nombre d'années la question principale pour nous sera d'établir des rapports justes entre ces deux classes—justes, au point de vue de la disparition des classes.

On s'arrête souvent sur cette formule: „entente entre les classes ouvrière et paysanne“. Très souvent les ennemis déterminés du pouvoir soviétique se servent de cette formule parce qu'elle est absolument vague. Par entente entre les

ouvriers et les paysans, on peut comprendre ce qu'on veut. L'entente n'est admissible, juste et possible en principe que lorsqu'elle soutient la dictature de la classe ouvrière et qu'elle constitue par suite une des mesures capables de contribuer à la disparition des classes. Si on fait abstraction de ces considérations, la formule de l'entente des classes ouvrière et paysanne est réduite évidemment à une formule adoptée par tous les ennemis du pouvoir des soviets et par tous les ennemis de la dictature. De quelle façon dans la première période de la révolution, celle qu'on peut envisager comme terminée à l'heure actuelle, cette entente a-t-elle été réalisée, cependant l'énorme prédominance de la population agricole a tenu d'abord et s'est maintenue ensuite? La raison essentielle, le facteur principal de notre entente a été la guerre civile. Elle a toujours débuté par la participation des menchéviques et des socialistes-révolutionnaires, alliés contre nous avec les contre-révolutionnaires. Mais rapidement, par un coup d'Etat ou sans lui, les éléments menchéviques et socialistes-révolutionnaires cédaient les pas à la pure contre-révolution ayant à sa tête les capitalistes et les gros propriétaires fonciers. Tel fut le cas du gouvernement de Koltchak et de Dénikine, ainsi que des nombreux autres gouvernements éphémères qui se dressèrent contre nous. Et ce fut le facteur qui déterminait la forme et les conditions de l'alliance des classes ouvrière et paysanne. La guerre civile nous a créé d'énormes difficultés, mais d'un autre côté elle nous a débarrassés de la préoccupation de rechercher une formule d'alliance entre ouvriers et paysans, car les conditions de cette formule nous ont été dictées d'une façon

absolument catégorique par la guerre sans nous laisser de choix.

La classe ouvrière seule pouvait réaliser la dictature que la guerre exigeait. Les conditions dans lesquelles cette guerre avait lieu—les gros propriétaires fonciers y prenant part—liaient étroitement les intérêts des ouvriers et paysans.

Sous ce rapport il n'y eut aucune hésitation politique à l'intérieur. Etant donné les énormes difficultés contre lesquelles nous nous débattions, à cause de l'occupation par l'ennemi des régions fertiles en blé, notre politique alimentaire ne pouvait se passer des réquisitions. Je ne peux pas m'arrêter ici sur la question de savoir si ce système de réquisitions n'a pas entraîné des abus. En tout cas ce système a rempli sa tâche essentielle qui fut de conserver notre industrie pendant l'occupation des régions productrices par l'ennemi. Ce système ne pouvait être plus ou moins satisfaisant que dans les conditions créées par la guerre civile. Mais lorsque l'ennemi extérieur fut liquidé, ce qui arriva au début de 1921, un autre problème se posa: le problème de l'alliance économique entre la classe ouvrière et la classe paysanne. C'est seulement vers le printemps de 1921 que la question a été posée dans toute son ampleur. Cela arriva lorsque la mauvaise récolte de 1920 rendit les conditions d'existence des paysans plus mauvaises que jamais. Alors nous avons ressenti les premières hésitations politiques à l'intérieur, provoquées non pas par l'intervention de l'ennemi extérieur, mais par les rapports entre les classes ouvrière et paysanne.

Si la récolte de 1920 avait été très bonne, ou du moins bonne, si des 420 millions de la réquisition nous avions recueilli 400 millions, nous aurions pu exé-

A L'ETRANGER.

France.

Démonstrations des soldats contre la Guerre.

Londres, 30 mai. „L'Humanité“ continue d'imprimer des informations sur des démonstrations qui ont eu lieu dans divers régiments. Les mobilisés ont manifesté contre la guerre en chantant l'„Internationale“ à Lunéville, Vendôme et autres villes.

Paris 31 mai.—Le 30 mai au matin des perquisitions ont été opérées à Paris chez plus de 70 communistes. On annonce que des documents importants ont été saisis.

Riga 31 mai.—La „Deutsche Allgemeine Zeitung“ du 28 mai télégraphie de Paris que Briand a dû sa victoire de 391 voix contre 175 à une concession temporaire des partis d'opposition. Le jour même du vote les députés de l'opposition disaient être prêts à saisir la prochaine occasion pour recommencer la lutte contre Briand. Herriot, qui hier a soutenu Briand, a déclaré aujourd'hui que ses amis combattent le président du Conseil dans la question des relations avec le Vatican. Parmi les 175 voix qui ont voté contre Briand, sont les communistes, les socialistes, les clémencistes et certains membres des divers partis du centre et de la droite.

Berlin 30 mai.—Le „Temps“ regrette que les différends de l'Europe Centrale occupent trop l'attention des grandes puissances du continent. Il rappelle que le sort de l'univers se décidera sans doute en Russie, en Turquie et sur le Pacifique. Ce sont là les trois grands facteurs de conflits mondiaux. D'après le „Temps“ la France ferait bien de suivre l'exemple de l'Angleterre, qui s'efforce de jouer le rôle d'arbitre entre les Etats-Unis et le Japon, entre la Russie et l'Occident.

Angleterre.

Londres 27 mai.—Une interpellation a été portée à la Chambre des Communes au sujet de la découverte de 16.388 cartouches américaines dans les environs de Dublin. On a réclamé des mesures vigoureuses contre les ingérences de l'Amérique en Irlande.

Retour du Procureur General Anglais a Londres.

Nauen, 31/5. (Radio).—Le procureur-général britannique Pollock est parti pour Londres pour faire un rapport à la chambre des Communes sur les deux premiers procès de «criminels de guerre» sur lesquels le tribunal d'Empire à Leipzig, a porté son jugement. Le journal

anglais „Daily Herald“ réclame que les autorités allemandes poursuivent les „coupables de la guerre“ de l'Entente.

Menace de lock-out contre les ouvriers mecaniciens.

Londres, 30 mai. Selon le „Daily Herald“ 1.500.000 d'ouvriers mécaniciens sont sous menace d'un lock-out à partir du 16 juin, par suite de la demande des patrons d'une réduction des salaires de 13 à 30 shillings par semaine. Une autre crise, concernant les salaires de 100.000 ouvriers, aura lieu dans quelque jours dans l'industrie textile: le vote des membres du syndicat du textile montra 95% en faveur d'une politique de grève.

Les pourparlers des mineurs.

Londres, 30 mai. La proposition d'arbitrage obligatoire pour une solution du conflit, basée sur des accords séparés par districts, au cas où les mineurs n'accepteraient pas l'arbitrage volontaire, sera transmise par le comité exécutif dans les districts, le 4 Juin.—Le „Daily Herald“ donne de nouvelles résolutions des différents districts, soutenant les demandes originales des mineurs et en faveur des conférences mensuelles. Les fédérations des mineurs du Lancashire et du Cheshire ont voté leur désapprobation aux personnages officiels qui ont récemment déclaré que peut-être la demande pour l'organisation d'un fonds national pour la distribution des bénéfices serait retirée.

Suisse.

Le mouvement communiste en Suisse.

Londres, 30 mai. Selon le correspondant genevois de „L'Humanité“, sept syndicats suisses ont décidé de soutenir le parti communiste suisse. Les syndicats des ouvriers du bois, des constructions, des tannages et de l'industrie textile sont parmi eux ainsi que 16 conseils syndicaux.

Pologne.

D'après les journaux de Varsovie la crise ministérielle de Varsovie est terminée. Le Conseil des Ministres a décidé de ne pas réitérer sa demande de retraite. La question du portefeuille des Affaires Etrangères n'est pas encore résolue. Le professeur Estrachier a repoussé la proposition qui lui était faite. Le candidat le plus vraisemblable est Alexandre Skrzyński, ambassadeur de Pologne à Bucarest qui vient d'arriver à Varsovie.

Le 29 mai à Dombrowo les communistes ont organisé un meeting pour traiter

la question de l'impôt sur le revenu et du prochain accord entre la Ligue des Mineurs et le Conseil du Congrès des Fabricants. Sur les exigences des ouvriers, Stantchik, leader du parti des socialistes populistes, a exposé au meeting la marche de ces pourparlers. Dès les débuts la police a cerné l'assemblée. Après la fin, comme les communistes commençaient à se mettre en rangs pour parcourir la ville, la police ne laissa qu'un étroit passage et se mit à charger ses fusils. Un des ouvriers armés arracha un fusil à un policier. La police se mit sans avertissement à tirer sur la foule à feu de salve. Un ouvrier fut tué sur la place. Plusieurs dizaines furent blessés. De nombreuses arrestations ont été faites à Sosnowice et à Dombrowo. Les arrestations continuent.

La nouvelle est confirmée de la nomination de Darowsky comme ambassadeur à Moscou.

Riga 30 mai. — La Deutsche Allgemeine Zeitung cite des extraits des journaux polonais envisageant la perspective d'un large commerce russo-polonais. La presse polonaise accorde une énorme importance à la reprise des relations commerciales avec la Russie. La question intéresse la Pologne en raison du bas cours de sa monnaie.

Haute-Silésie.

Relations entre France et Grande-Bretagne.

Lyon, 31/5. (Radio). Le gouvernement français répondit à la nouvelle note britannique qu'il appréciait l'adhésion britannique à la constitution d'une commission d'experts et, quoiqu'il estime qu'il y ait des inconvénients à ce qu'elle siège à Oppeln, il accepte, néanmoins, sur ce point la proposition britannique. En ce qui concerne la convocation pour cette semaine du conseil suprême, le gouvernement français maintient ses objections.

La Commission Interalliée.

Lyon, 31/5. (Radio). La commission interalliée en Haute-Silésie décida unanimement de demander aux gouvernements alliés qu'aucune communication ne soit faite sur les discussions relatives à l'attribution de la Haute-Silésie, estimant que toute indiscretion risquerait de raviver les luttes entre les Polonais et les Allemands.

Pays Scandinaves.

Nauen, 31 mai — On annonce de Christiania des troubles graves qui n'ont pu être calmés qu'après de violents combats entre la foule et la police. L'atmosphère est des plus alarmants. Un détachement spécial de réserve a été constitué pour approvisionner la population et pour assurer l'éclairage électrique. Seuls ont paru les journaux social-démocrates.

Finlande.

A Pétrograd vient d'arriver une délégation commerciale finlandaise ayant à sa tête l'ingénieur Khoviliainen. En même temps est arrivé un représentant russe. La délégation finlandaise, après une conférence à la Section du Commissariat du Commerce Extérieur, est partie pour Moscou.

Etats-Unis.

Washington 28 mai.—Le Sénat américain a ratifié le traité entre les Etats-Unis et la Chine. Les droits de douane sur les marchandises américaines à l'entrée en Chine sont abaissés à 5% de la valeur de ces marchandises.

New-York.—Dans un banquet de financiers et d'industriels américains le président Harding a exprimé sa façon de voir sur les relations financières entre les Alliés et les Etats-Unis. La situation actuelle ne peut pas durer. Il faudra annuler les dettes françaises et modifier les dettes anglaises. La solution proposée améliorera la situation économique des Etats-Unis, car les alliés devront fournir en échange une série de concessions politiques. La France devra soutenir les revendications américaines au Japon. L'Angleterre devra soutenir les intérêts des Etats-Unis dans son traité d'alliance avec le Japon.

Ces questions, dit Harding, sont le noeud de la politique américaine.

Nauen 31 mai. — D'après le Comité Exécutif de la Fédération Américaine du Travail, on compte aux Etats-Unis 5 millions de chômeurs parmi lesquels 150.000 mineurs. En outre 300.000 ouvriers ne travaillent que de un à trois jours par semaine.

Arrivées de l'étranger.

Six vapeurs ont quitté les ports anglais de Yarmouth et de Liverpool avec des marchandises à destination de Pétrograd. Un autre vapeur est parti d'Amérique pour la Russie.

Les cargaisons sont composées de denrées alimentaires. L'„Alexandre Polder“ porte 6.000 barils de harengs. L'„Attleyarl“ porte 60.600 pouds de farine et 6.000 pouds de graisse. La „Margarita“ porte 8.000 barils de harengs. La „Fe ar“—10.000 barils de harengs. L'„Olivia“—6.600 pouds de viande de porc en conserve et 3.000 pouds de légumes secs. Le „Luedwig Fischer“—9.000 barils de harengs. Le „Pira“ (d'Amérique)—environ 100.000 pouds de farine. On prépare les installations nécessaires pour le déchargement rapide de tous ces produits. Péters est arrivé de Moscou à Pétrograd pour diriger les travaux.

cuter dans sa plus grande partie notre programme industriel et nous aurions possédé certaines réserves pour l'échange de produits industriels contre des produits agricoles. Mais c'est le contraire qui est arrivé. Dans certaines localités surgit une crise encore plus aigüe que la crise alimentaire, la crise du combustible. Nous ne fûmes pas en mesure de donner aux paysans les produits des villes. L'économie agricole traversa une crise incroyable, nous fûmes amenés à abandonner notre ancienne politique d'approvisionnement. Nous dûmes sans tarder rechercher les bases économiques d'une alliance entre ouvriers et paysans, bases qui assureraient un développement ultérieur.

Cette transition doit consister à nous préparer à obtenir les produits agricoles en échange des produits industriels. Nous devons marcher vers un ordre de choses où le paysan ne se désaisira de ses produits que contre les produits des villes et des fabriques, sans se soumettre toutefois aux normes inévitables du régime capitaliste. Cependant étant donné les conditions économiques, il nous a été impossible de songer à réaliser complètement cet idéal. Voilà pourquoi nous nous sommes arrêtés à la forme transitoire dont je parlais: nous avons dû émettre du papier, prendre le blé sous forme d'impôt sans autre équivalent et nous procurer les produits alimentaires par la voie du commerce. Cependant nos réserves sont insignifiantes et la possibilité de les compléter par le commerce extérieur ne se présente que cette année. Nous avons conclu une série de traités commerciaux avec les Etats capitalistes; toutefois ces traités ne sont qu'une préface—le commerce réel n'existe pas encore jusqu'à présent. Des sabotages et toutes sortes de tentatives pour ébranler ces

contrats se produisent continuellement. Il est caractéristique que toute la presse contre-révolutionnaire russe, et dans le nombre la presse socialiste-révolutionnaire et menchévique, concentre tous ses efforts pour briser nos conventions commerciales. La bourgeoisie est bien préparée à la lutte, elle est plus développée que le prolétariat, sa conscience de classe s'est encore aigüée par tous les désagréments qu'elle a subis et elle fait montre d'un flair dépassant la normale. Il suffit d'examiner la presse pour voir qu'elle frappe là où est le noeud de notre politique. Toute la presse contre-révolutionnaire russe, après l'échec des interventions militaires qui incontestablement se sont effondrées, quoique la lutte se poursuive encore, se donne pour but de miner nos relations commerciales. La campagne qui fut menée ce printemps par toutes les forces contre-révolutionnaires, et dans laquelle les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks prirent la plus grosse part, n'eut qu'un but, celui d'ébranler les conventions commerciales entre la Russie et le monde capitaliste et quoique les accords principaux soient conclus, quoique leur nombre grandisse, quoique nous parvenions à vaincre les obstacles dressés, cette campagne a réussi tout de même à nous retarder. Voilà les conditions dans lesquelles nous avons dû agir et qui nous ont obligés à envisager le rétablissement du commerce libre pour les paysans.

Je passerai sur la question des concessions, parce que cette question a été débattue aux réunions du parti et actuellement ne provoque plus de malentendus. Théoriquement il est absolument indiscutable que les concessions nous sont avantageuses. Je pense que personne n'a plus de doutes à ce sujet. Nous accor-

rons des concessions et nous signons des contrats pour augmenter le plus rapidement possible les réserves de matériel, de matières premières et de machines qui sont nécessaires au rétablissement de notre grosse industrie. Seule la grosse industrie fournit une base réelle à la consolidation de nos réserves et à l'édification de la société socialiste. Sans la grande usine capitaliste, sans la grosse industrie très développée, il ne peut pas être question de socialisme en général et encore moins il en peut être question dans un pays agricole. Nous autres en Russie, nous savons maintenant d'une façon bien plus concrète qu'auparavant, ce qu'il en est, et au lieu d'une formule vague et abstraite comme celle-ci: „rétablissement de la grosse industrie“, nous avons en vue un plan étudié et concret d'électrification. Les meilleurs spécialistes et savants russes ont étudié ce plan, qui nous donne une idée nette de la façon dont, en escomptant les particularités naturelles de la Russie, nous pourrions exploiter nos ressources pour relever notre grosse industrie et en faire la base de notre vie économique. Cette base, nous pouvons la créer et nous devons la créer. Sans elle il ne peut être question d'aucun fondement socialiste de notre vie économique. Cela reste absolument indiscutable. Ces temps derniers, à propos de l'impôt alimentaire, on disait en termes abstraits „qu'il faut rétablir avant tout la grosse industrie“. Il m'est advenu d'entendre personnellement des déclarations de ce genre. On ne peut y répondre qu'en haussant les épaules. Admettre que nous avons pu oublier ce fait essentiel est évidemment ridicule. La question ici est de savoir de quelle façon des doutes et malentendus ont pu naître chez nos camarades, comment ils ont pu penser

que ce problème de la solution duquel dépend la base matérielle même de l'édification socialiste, aurait pu passer au second plan? Ces camarades ont mal compris tout simplement la question des rapports entre les paysans, l'Etat et la petite industrie. Rétablir la grosse industrie, voilà notre problème principal. Mais pour préparer un tant soit peu sérieusement et systématiquement le relèvement de la grosse industrie il nous faut rétablir la petite industrie. Cette année 1921 nous avons eu des à-coups dans le fonctionnement de la grosse industrie. En automne et en hiver de l'année 1920 certaines branches importantes de la grosse industrie furent rendues à l'activité, mais bientôt on a dû arrêter la production. On a dû fermer les fabriques par suite du manque de main d'œuvre et de matières premières. Pourquoi? Parce que nous n'avons pas eu de réserves suffisantes en approvisionnement et en combustible. Il est difficile de parler d'une reconstruction économique régulière, du rétablissement de la grosse industrie, sans avoir un stock de 40 millions de pouds de blé. (Je donne ce chiffre approximativement comme celui des réserves dont l'Etat doit disposer pour assurer une distribution régulière chaque mois). Sans cette réserve alimentaire assurée et suffisante, il ne peut pas être question pour l'Etat de rétablir systématiquement la grosse production et de conduire ce rétablissement selon une courbe continue, fût ce même dans des proportions très modestes. Quant au combustible, jusqu'à la remise sur pieds du bassin du Donetz, jusqu'à ce qu'il nous soit possible de recevoir du naphte régulièrement, il ne nous reste que le bois. C'est là une chose qui dépend aussi de la petite propriété.

(à suivre.)

Le Second Congrès de l'Internationale de la Jeunesse.

Immédiatement après le IIIème Congrès de l'Internationale, s'ouvrira à Moscou le Second Congrès universel de l'Internationale Communiste de la Jeunesse. Nous nous proposons dans cet article d'exposer brièvement les principaux objets de cette Internationale et par suite le programme de travail de son Second Congrès. Ce programme découle de l'ensemble des circonstances politiques et de l'état actuel du mouvement de la jeunesse dans le monde entier.

I.—Les restes des organisations centralistes de la Jeunesse, complètement écrasés, essaient aujourd'hui de reconstituer une sorte d'Internationale deux-et-demie. Mais cette dernière ne peut guère avoir d'importance aux yeux des larges masses de la jeunesse ouvrière, car elle n'a aucun soutien dans aucun pays, à l'exception seulement de l'Autriche. En même temps les organisations social-patriotes de la Jeunesse jouissent encore d'une certaine influence en quelques pays, en particulier l'Allemagne, la Hollande et la Belgique. Elles organisent aujourd'hui leur Internationale Jaune, qui, d'après leurs déclarations, groupe environ 120.000 membres. Sur ce nombre 60.000 reviennent à l'organisation allemande nommée "Jeunesse ouvrière". Il faut remarquer que les membres de ces organisations—du mois dans les pays ci-dessus indiqués, ne peuvent pas être nommés des social-patriotes conscients. Il ne sera pas difficile de les faire sortir du marais où ils sont actuellement, dès qu'on les aura arrachés à l'étreinte des organisations social-patriotiques.

Combattre l'Internationale Jaune, voilà le but essentiel de l'Internationale de la Jeunesse à l'époque actuelle. Le succès en cette matière peut être obtenu avant tout par une énergique campagne économique, dont nous parlerons plus bas, en s'attaquant particulièrement à l'influence des social-patriotes qui se manifeste par le canal des syndicats réactionnaires. D'ailleurs toutes les méthodes de lutte politique doivent être mises en œuvre pour anéantir cet ennemi, qui est actuellement le principal adversaire de l'Internationale Communiste de la Jeunesse.

II.—Jusqu'à dans ces derniers temps, les organisations communistes des jeunes se sont presque exclusivement consacrées à l'action politique au sens étroit du mot. Aujourd'hui, tout en continuant à tout considérer du point de vue de certains résultats politiques à atteindre, elles ont dû entreprendre aussi la lutte économique. Le IIème Congrès de l'Internationale Communiste de la Jeunesse doit s'occuper énergiquement de développer l'article du programme adopté à Berlin qui traite de la situation économique de la jeunesse ouvrière et définir un programme économique bien établi ayant pour principal contenu la réorganisation du travail de la jeunesse sur des bases socialistes. Dans ce programme on devra énoncer de façon concrète et détaillée les mesures propres à la période de transition. La question la plus sérieuse de toutes est l'utilisation révolutionnaire de ces dernières mesures. Les méthodes révolutionnaires de lutte économique en même temps que ces mesures de transition, la recherche, la vérification, le recensement de ces méthodes, voilà le programme essentiel de l'Internationale de la Jeunesse en cette matière pour la période présente.

III.—Dans ces conditions, il est évident que la création d'organisations économiques spéciales pour la jeunesse ouvrière est absolument superflue et désavantageuse, du point de vue du mouvement communiste des jeunes.

A la simple copie de la situation dans le mouvement ouvrier, il faut opposer la transformation des Ligues Communistes de la Jeunesse en organisations groupant les masses prolétariennes des jeunes. Jusqu'à présent nos organisations ne se distinguaient guère par leur composition "au point de vue politique" du Parti Communiste. Mais leur rôle dans la révolution prolétarienne est assez différent de celui du Parti. Elles sont des écoles de communisme (des écoles où la principale méthode d'enseignement est la lutte révolutionnaire), des organisations éducatives. Elever la jeune génération prolétarienne dans l'esprit du communisme, c'est là un but que les Ligues de la Jeunesse Communiste peuvent atteindre seulement en attirant dans leurs rangs les larges masses de la jeunesse ouvrière. Evidemment, pendant la période de lutte acharnée, il convient d'agir prudemment dans ce sens, en réglant les conditions d'acceptation des nouveaux membres d'après les possibilités d'éducation dont on dispose à leur égard, etc. Mais l'orientation vers des organisations embrassant les masses de la jeunesse doit être fermement précisée.

En même temps, pour obtenir une liaison plus étroite avec les masses de la jeunesse non organisée, pour conduire avec plus de succès l'action politique et pour diriger plus efficacement la lutte économique, il est indispensable de reconstruire les organisations communistes de la jeunesse sur le principe des entreprises, en créant dans chacune un groupement de jeunes, au lieu du principe domiciliaire, comme cela se pratique actuellement.

IV.—Un autre but essentiel du Congrès, c'est de fixer une ligne ferme à l'Internationale Communiste de la Jeunesse dans la question des relations entre le Parti Communiste et les Ligues Communistes de la Jeunesse.

De la tutelle social-démocrate sur la jeunesse, tutelle qui s'est fait lourdement sentir dans la période d'avant-guerre. Il subsiste dans les rangs du mouvement communiste des jeunes un amer souvenir. Pendant la guerre, lorsque les organisations de la jeunesse révolutionnaire se séparèrent définitivement des Partis social-traités, elles furent obligées, en l'absence de Partis Communistes, d'en remplir elles-mêmes les fonctions. Ce fait objectif approfondit encore davantage la méfiance de la jeunesse révolutionnaire à l'égard des groupements d'adultes et donna naissance à toute une théorie réclamant l'indépendance du mouvement des jeunes.

Le Congrès de Berlin a déjà fait un pas au delà de cette idéologie qui fut jadis révolutionnaire, mais qui aujourd'hui, après la création des Partis Communistes, est devenue contre-révolutionnaire. Il a reconnu que les organisations des jeunes ont le devoir d'accepter le programme du Parti et de se lier organiquement avec lui.

Les thèses adoptées sur ce sujet par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ont placé la question sur son véritable terrain.

Néanmoins ces thèses n'ont pas encore eu de résultat sensible dans les relations mutuelles entre le Parti et la Jeunesse dans les différents pays. Une nouvelle décision autorisée du IIème Congrès de l'Internationale de la Jeunesse est indispensable. Evidemment les relations concrètes entre le Parti et nos Ligues dépendent dans chaque pays des conditions locales. Mais l'Internationale doit adopter une ligne de conduite ferme sur la question et: 1) ruiner dans sa racine l'idée d'une indépendance absolue du mouvement des jeunes à l'égard du Parti politique et exiger une liaison organique, sans nuire à l'initiative propre de la jeunesse; 2) influencer davantage dans son action quotidienne pratique en vue d'un rapprochement mutuel entre les Partis politiques et les Ligues de la Jeunesse dans les différents pays, de la même façon que l'Internationale Communiste doit agir en ce qui concerne les Partis Communistes.

V.—Les relations mutuelles entre les Comités Exécutifs de l'Internationale de la Jeunesse et de l'Internationale Communiste ont également une importance extrême et même décisive en ce qui concerne l'activité politique de l'Internationale de la Jeunesse. La direction politique de l'Internationale Communiste n'a pas été suffisamment marquée. Jusqu'à présent l'Internationale de la Jeunesse n'a pas de liaison régulière et étroite avec l'Internationale Communiste, dont la direction, comme organisation internationale, lui est infiniment plus nécessaire que celle de n'importe quel Parti Communiste.

Outre les buts essentiels ci-dessus formulés, le Congrès aura à son ordre du jour nombre d'importantes questions, par exemple: la Jeunesse paysanne, la Jeunesse intellectuelle, l'action parmi les Peuples Coloniaux, l'action parmi les enfants, et un grand nombre de petites questions d'organisation intérieure, dont l'étude détaillée nous demanderait trop de temps.

En tout cas le Second Congrès de l'Internationale de la Jeunesse a devant lui des problèmes énormes dont la solution juste marquera un tournant dans l'histoire du mouvement international des jeunes.

Nous espérons que le Second Congrès, qui se réunit à un des moments les plus graves et les plus durs de l'évolution révolutionnaire mondiale et de la vie de la République Soviétique Russe, tiendra soigneusement compte des circonstances politiques, étudiera soigneusement l'expérience fournie par l'activité passée de l'Internationale de la Jeunesse et tracera pour l'avenir une route qui convient au développement de notre mouvement international.

L'importance de ce Congrès et la complexité des problèmes qui se posent devant lui doit inciter l'Internationale Communiste et tous les délégués du Parti Communiste à consacrer une attention toute spéciale au Congrès Universel de leurs détachements avancés et de la génération qui entre dans la carrière.

L. CHATSKINE.

Revue de la Presse étrangère.

France.

Le Congrès administratif du Parti.

(2^e journée).

Le 16 mai, à 10 heures, le congrès a repris ses travaux sous la présidence de Ferdinand Faure assisté de Dumolard et Chantreau. Comme il avait été convenu la veille toute la séance du matin a été consacrée à l'étude des moyens propres à développer la propagande.

Le Débat sur la propagande.

Craste de la Gironde, expose que les fédérations des Basses-Pyrénées, des Landes, de l'Ariège, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales et de l'Aude ont créé un organisme inter-fédéral qui a permis la fondation d'un journal qui a déjà 5.000 abonnés et tire à 7.000. Il est d'avis qu'on institue des propagandistes régionaux.

Garande de la Vendée, recommande l'emploi d'un cinéma éducatif ou seraient représentés "les travailleurs à l'usine" et par contraste, "les bourgeois dans leurs salons".

Le camarade Lapraz, de la Haute-Savoie, est hostile à l'institution des délégués régionaux.

Chaque fois que vous créez un délégué régional vous séparez un homme de son métier pour en faire un fonctionnaire. Tout naturellement au bout d'un certain temps il devient plus nonchalant,—mais on doit le conserver.

Cependant on fera la révolution non avec des délégués permanents mais avec des camarades convaincus et dévoués—(applaudissements).

Lapraz préfère que l'on subdivise un département en diverses régions et qu'on utilise dans chacune d'elles un militant actif non appointé. C'est ce qui a été fait en Haute-Savoie.

"Comment chargerait-on un délégué résidant à Lyon de visiter les campagnes de la Haute-Savoie. Nous qui vivons à Annecy ne pouvons nous y rendre vu la difficulté des communications. Il faut donc que la propagande s'organise localement".

Marthe Bigot vient ensuite se plaindre de l'absence de services statistiques dans le parti. Il a souvent été impossible de ce fait de répondre aux demandes de renseignements de nos camarades de Russie. Bigot demande aussi que l'on organise spécialement la propagande en vue du recrutement des femmes.

Frossard intervient ensuite dans le débat. La propagande doit être faite surtout par les fédérations, tel est l'avis qu'il exprime. Mais celles-ci comptent trop sur le centre. Pour arriver à des résultats sérieux il faudrait donc créer des secrétariats permanents.

Le syndicalisme a eu sa propagande et son recrutement facilités parce qu'il avait à sa disposition les secrétaires permanents des Unions Départementales. Diverses fédérations: l'Indre-et-Loire, le Vaucluse, ont maintenant des secrétaires permanents. C'est un exemple dont les autres fédérations doivent s'inspirer.

Des délégués régionaux? Frossard n'en est pas l'adversaire mais à condition que ces délégués restent soumis au contrôle du comité directeur, car il ne faut pas qu'il y ait un socialisme du centre et un socialisme de la région, il ne faut pas non plus que la région de propagande devienne une région de culture électorale.

Frossard insiste sur la nécessité de compléter l'éducation théorique de la plupart des militants. La Fédération de la Seine, par une heureuse initiative a créé l'"Ecole du militant". A côté existe l'Ecole communiste Marxiste. Toutes les fédérations ne peuvent réaliser un tel effort, mais toutes peuvent répandre les résumés des cours publiés par ces groupements.

Reste encore comme moyen de propagande la presse. Les Fédérations ont le devoir de répandre plus qu'elles ne l'ont fait la "Voix Paysanne". Il faut aussi rendre les hebdomadaires régionaux plus intéressants. Il serait probablement plus fécond en résultats d'étendre la région d'action de ces hebdomadaires.

Les statuts du Parti.

Dans la séance de l'après-midi Bouthonnier présente le rapport de la commission des résolutions sur le projet des statuts.

La commission propose que l'article 1er stipule: "Le Parti Communiste est fondé..." et non "le parti socialiste". Il s'ensuivrait que l'article 2 qui dit: "le titre du Parti est: Parti Communiste", deviendrait superfluet. Bouthonnier fait valoir que l'épithète de socialiste a été dans le pays "trop galvaudée" pour qu'on y tienne. Un délégué du Gard propose le titre de "Parti socialiste communiste", disant que le mot socialiste a été répandu partout et qu'il serait fâcheux de se priver du bénéfice de cette propagande. De plus la commission propose qu'il soit disposé que

la socialisation se fera par la "dictature prolétarienne". En outre la Fédération de la Seine demande qu'il soit inclus parmi les principes du Parti l'idée qu'il n'y a pas de défense nationale en régime capitaliste.

Ferdinand Faure fait observer qu'on ne peut gorger les statuts de toutes les thèses de la IIIème Internationale "les statuts ne sont pas un catéchisme". Jules Blanc dit qu'il ne faut pas connaître les conditions de la propagande en province pour risquer de "transformer les statuts en épouvantail".

"Ne nous payons pas de mots. Ce n'est pas d'inscrire une déclaration retentissante dans ces statuts qui empêchera la guerre.

Nous sommes tous d'avis qu'il n'y a pas de défense nationale en régime capitaliste. Mais cela il s'agira de le montrer pas l'action, le moment venu, l'écrire dans les statuts serait une manifestation vaine. (applaudissements).

Raffin-Dugens est d'avis que le parti doit consacrer une discussion spéciale à la défense nationale.

Philbois pose cette question: "Si demain on mobilise, excluez-vous tous ceux qui, porteurs de la carte du parti, se rendront cependant au corps".

Frossard intervient alors pour dire que la participation à la défense nationale ne fait pas question pour le parti. "Cela a été tranché par notre adhésion à l'Internationale. Hier, ici même, j'ai dit que notre tâche de tous les jours était de déchirer le mensonge de la défense nationale".

"La seule question est de savoir si cette idée sur laquelle, le Parti est unanime sera, on non, formulée dans les statuts".

Un incident.

Tous ces articles avaient été adoptés dans le plus grand calme lorsqu'un incident se produit. Le président donne lecture d'une protestation de 7 délégués de la Seine qui prétendent que des amendements maintenus par une minorité de la Commission n'ont pas été mis aux voix. Ces délégués déclarent que dans ces conditions ils quittent le Congrès. On conçoit à quel point cette menace blesse l'assemblée.

Renoult montre par plusieurs exemples, que la Commission n'a nullement brimé la Fédération de la Seine et qu'au contraire elle introduit dans les statuts un grand nombre de ses suggestions. Si des amendements retenus n'ont pas été mis aux voix c'est que le texte n'en avait pas été remis aux rapporteurs. Malgré les protestations toutes cordiales de Renoult, quelques-uns des protestataires gardent leur attitude hostile. L'indignation du Congrès est grande. Notre ami Frossard la traduit dans une intervention véhémement:

"Je distingue, certes, entre la fédération de la Seine et sa délégation d'une part, et la minime fraction de cette délégation inopportune et inconvenante. Et je distingue aussi parmi les protestataires entre de vieux militants qui ont eu un mouvement d'humeur passager et certains autres qui viennent de donner une marque de l'acrimonie qu'ils nourrissent contre les militants qui ont la charge de la direction du Parti (applaudissements).

Est-il admissible que trois mois seulement après que notre parti a repris figure d'organisation révolutionnaire, est-il concevable que dans notre premier Congrès sept délégués fassent une manifestation qui est une tentative de sabotage du Congrès?

Quoi, parce que le Congrès n'a pas adopté tel ou tel de vos amendements vous vous en allez. Est-ce là la mesure de votre communisme? (appl).

Regardez le journaliste dissident qui se réjouit de vous voir faire. Lisez demain dans la presse de nos ennemis les compliments que l'on vous adressera.

Vraiment camarades est-ce la le spectacle que doit donner un parti qui combat seul contre la bourgeoisie? Quel avantage pouvons-nous retirer d'une manifestation semblable? Etes-vous ici pour offrir aux représentants de la presse adverse le spectacle de puériles dissensions (appl).

Frossard est acclamé et l'impression produite parson astrophie est si forte que des signataires de la protestation viennent chacun leur tour déclarer qu'ils retirent celle-ci. D'ailleurs Georges Pioch, dans une intervention très applaudie, avait désolidarisé la délégation de la fédération de la Seine de la manifestation faite par quelques-uns.

Il est alors 19 heures. La séance est levée.

("Humanité" du 16 mai).

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.